



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR2025750**

**Objet :**

**REGLEMENTATION OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
REGLEMENTATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION**

**ENTREPRISE :** BATITOUT – 152 RUE FRANCHET D'ESPEREY – 30900 NIMES  
**TEL. :** 06.10.62.28.14 **MAIL :** batitout30@gmail.com

**DEMANDEUR :** BATITOUT – 152 RUE FRANCHET D'ESPEREY – 30900 NIMES  
**TEL. :** 06.10.62.28.14 **MAIL :** batitout30@gmail.com

**PROPRIETAIRE :** MADAME HAUCK FRANCOISE – 1 PLACE DU CHATEAU – 30220 AIGUES-MORTES  
**TEL. :** 06.16.58.34.44 **MAIL :** francoise.hauck@sfr.fr

**FACTURATION :** MADAME HAUCK FRANCOISE – 1 PLACE DU CHATEAU – 30220 AIGUES-MORTES  
**TEL. :** 06.16.58.34.44 **MAIL :** francoise.hauck@sfr.fr

**DEMANDE ENREGISTRÉE :** LE 09 OCTOBRE 2025

**LIEU DES TRAVAUX :** N°1 PLACE DU CHATEAU - 30220 AIGUES-MORTES

**NATURE DES TRAVAUX :** COULAGE CHAPE BETON

**DUREE DES TRAVAUX :** LE LUNDI 20 OCTOBRE 2025 DE 08H00 A 12H00

**MESURES PARTICULIERES :** STATIONNEMENT D'UN CAMION TOUPIE

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,  
Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié et l'instruction interministériel sur la signalisation routière,  
Vu la circulaire n° 86-230 du ministère de l'Intérieur relative à l'exercice des pouvoirs de police par le maire,  
Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les Articles du chapitre 1<sup>er</sup> du titre III,  
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,  
Vu le code Pénal,  
Vu le Code de la Route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,

Hôtel de Ville - Place St Louis  
30220 AIGUES MORTES  
Tel. 04.66.73.90.90.  
www.ville-aigues-mortes.fr

ARR2025750 en date du 13 octobre 2025

Article 7 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous :

Le montant du est calculé sur la base du droit d'occupation du domaine public consenti, qui ne pourra être modifié en cas de non-usage du domaine public sur toute la période demandée.

Occupation du domaine / restriction de voirie :	Jour/M <sup>2</sup>		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Tous dépôts de matériaux (terre, sable, gravats, matériau de construction, ...)</li><li>➤ Tous dispositifs de collecte ou stockage (benne, containers, caissons à déchets, ...)</li><li>➤ Tous matériels de chantiers (bétonnière, machine à projeter – enduit, peinture, ...)</li><li>➤ Tous véhicules (camion, nacelle, ...)</li><li>➤ Restriction de voirie sans occupation matérielle (périmètre de sécurité, couloir de circulation...)</li></ul>	2,50 €	3,50 €		
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Échafaudage, étau, échelle ou dispositif équivalent avec occupation au sol ou installation de chantier clôturé.</li></ul>	3,50 €	5,50 €		
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Installations de bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente.</li></ul>	3,50 €	5,50 €		
<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Neutralisation place de parking (payante ou non)</li></ul>			6,00 €	9,00 €

Le montant de la redevance due, au vu de la période consentie d'occupation du domaine public et des éléments communiqués par le demandeur, s'élève à : 35.00 euros, détaillé comme suit :

- Stationnement d'un camion toupie de 14 m<sup>2</sup> pendant 1 jour = 35,00 euros

Article 8 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.